



CHAPITRE 132

Loi modifiant la charte de St. Mary's Memorial Hospital

[Sanctionnée le 4 avril 1968]

Préam-
bule.

ATTENDU que la corporation St. Mary's Memorial Hospital a, par sa pétition, représenté:

Qu'elle a été constituée en corporation par la loi 10 George V, chapitre 135, modifiée par la loi 23 George V, chapitre 146, et que, depuis sa constitution, elle a dirigé dans la ville de Montréal, un hôpital général, dont la capacité a été augmentée de quarante lits à trois cent soixante-huit lits;

Qu'elle a approuvé des plans pour la construction de facilités hospitalières additionnelles afin de fournir une capacité de pas moins de cinq cents lits et pour la construction d'autres bâtisses accessoires;

Que certains doutes ont été soulevés quant à sa capacité de détenir et posséder les terrains et les bâtiments dont elle fait actuellement usage, et aussi quant à sa capacité de détenir et posséder les bâtiments additionnels pour lesquels lesdits plans ont déjà été approuvés;

Qu'il y a lieu d'étendre et de préciser ses pouvoirs d'acquérir, de recevoir, de détenir et d'aliéner des biens meubles et immeubles, de faire des emprunts de deniers, d'hypothéquer ses biens immeubles et donner en gage ses biens meubles;

Que sa charte contient certaines dispositions désuètes qui devraient être abrogées afin de rendre sa charte conforme à la Loi des hôpitaux;

Qu'elle désire que son nom soit changé en celui de « St. Mary's Hospital », nom sous lequel elle est en fait connue depuis

CHAPTER 132

An Act to amend the charter of St. Mary's Memorial Hospital

[Assented to 4th April 1968]

WHEREAS St. Mary's Memorial Hospital has by its petition represented: Preamble.

That it was incorporated by the act 10 George V, chapter 135, amended by the act 23 George V, chapter 146, and has since its incorporation conducted in the city of Montreal a general hospital, the capacity of which has increased from forty beds to three hundred and sixty-eight beds;

That it has approved plans for the construction of additional hospital facilities to provide a capacity of not less than five hundred beds and other buildings accessory thereto;

That certain doubts have arisen concerning its capacity to hold and possess the lands and buildings presently in use, as well as its capacity to hold and possess the additional buildings for which the aforementioned plans have already been approved;

That it is expedient that its powers to acquire, receive, hold and alienate property, moveable and immovable, to borrow moneys, to hypothecate its immovable property and pledge its moveable property, be enlarged and clarified;

That its charter contains certain obsolete provisions which should be repealed in order to bring its act of incorporation into conformity with the Hospitals Act;

That it desires that its name be changed to "St. Mary's Hospital", the name by which it has in fact been known for many

de nombreuses années et que le nombre maximum de ses directeurs soit fixé à vingt;

Attendu que la pétitionnaire a demandé l'adoption d'une loi aux fins ci-dessus et qu'il y a lieu de faire droit aux demandes contenues dans sa pétition;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

years, and that the maximum number of its directors be fixed at twenty;

Whereas the petitioner has prayed for the passing of an act accordingly and it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Québec, enacts as follows:

1920, c.
135, a. 1,
remp.

1. L'article 1 de la loi 10 George V, chapitre 135, est remplacé par le suivant:

1. Section 1 of the act 10 George V, chapter 135, is replaced by the following:

Constitution.

« **1.** Le très honorable Lord Shaughnessy, K.C.V.O., le très honorable Charles J. Doherty, conseil du roi, Francis Eugene Devlin, médecin, James John Edmond Guerin, médecin, Révérend Thomas William O'Reilly, prêtre, Thomas Taggart Smyth, banquier, et toutes les autres personnes qui pourront à l'avenir s'associer à eux, sont, par la présente loi, constitués en corps politique et en corporation, avec tous les droits accordés par la loi aux corporations, sous le nom de « St Mary's Hospital », afin de fonder, maintenir et administrer un hôpital dans ou près de la ville et du district de Montréal. ».

« **1.** The Right Honourable Lord Shaughnessy, K.C.V.O., the Right Honourable Charles J. Doherty, King's Counsel, Francis Eugene Devlin, physician, James John Edmond Guerin, physician, Reverend Thomas William O'Reilly, priest, Thomas Taggart Smyth, banker, and all other persons who may hereafter be associated with them, are hereby created a body politic and corporate with all the rights incident by law to corporations, under the name of "St. Mary's Hospital", for the purpose of founding, maintaining and managing a hospital in or near the city and district of Montreal.".

Incorporation.

Nom.

1920, c.
135, a. 2,
remp.

2. L'article 2 de ladite loi est remplacé par le suivant:

2. Section 2 of the said act is replaced by the following:

1920, c.
135, s. 2,
replaced.

Objets.

« **2.** La corporation a pour objet de posséder, de maintenir et d'exploiter un hôpital général et public, y compris une clinique externe, et, à cette fin, d'instituer et d'administrer un programme éducatif pour les médecins, les infirmières, le personnel para-médical et les autres membres du personnel hospitalier. ».

« **2.** The object of the corporation shall be to own, maintain and operate a public general hospital, including an outpatient department, and in connection therewith the installation and carrying on of an educational program for doctors, nurses, para-medical and other hospital personnel.".

Objects.

1920, c.
135, a. 3,
remp.

3. L'article 3 de ladite loi est remplacé par le suivant:

3. Section 3 of the said act is replaced by the following:

1920, c.
135, s. 3,
replaced.

Pouvoirs.

« **3.** La corporation a les pouvoirs, droits et privilèges des corporations ordinaires et peut spécialement:

« **3.** The corporation shall have the powers, rights and privileges of ordinary corporations and in particular it may:

a) avoir un sceau et le modifier à volonté;

(a) have a seal and alter it at will;

b) ester en justice;

(b) appear before the courts;

c) acquérir, établir, maintenir, administrer et gérer toute oeuvre ou entreprise dans la poursuite de ses fins;

d) acquérir, établir, posséder, maintenir, administrer et gérer un hôpital;

e) s'obliger et obliger autrui envers elle par tout mode légal et spécialement par lettre de change, billet ou autre effet négociable;

f) faire sur son crédit des emprunts de deniers par tout mode reconnu par la loi;

g) hypothéquer ou nantir ses immeubles, donner en gage ou grever d'une autre charge ses biens meubles pour assurer le remboursement de ses emprunts ou l'exécution de ses obligations;

h) émettre des obligations ou autres titres ou valeurs et les vendre, échanger, nantir ou mettre en gage;

i) nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage, sans dépossession, des biens meubles et immeubles, présents ou futurs, pour assurer le paiement des obligations ou valeurs émises, donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins et constituer telle hypothèque, tel nantissement ou tel gage par acte de fidéicommiss conformément à la Loi des pouvoirs spéciaux des corporations (Statuts refondus, 1964, chapitre 275) ou à toute loi pouvant remplacer cette dernière;

j) placer ses fonds de toute manière jugée appropriée, soit en son nom, soit au nom de fiduciaires;

k) accepter tout don, legs ou autre libéralité;

l) acquérir, posséder, administrer et aliéner tous biens, meubles ou immeubles, par tous modes légaux et à tout titre;

m) ériger, détenir, réparer, aménager, améliorer, transformer et utiliser toutes constructions et tous ouvrages utiles à la poursuite de ses fins, qu'il s'agisse d'immeubles dont la corporation est propriétaire ou d'immeubles dont elle a seulement la jouissance et contribuer ou aider de toute manière à l'érection, à l'aménagement et à l'entretien de ses ouvrages et constructions;

n) pourvoir à la formation, à l'instruction, à la subsistance et à l'entretien des personnes à son service et de celles qui ont quelque relation avec elle;

(c) acquire, establish, maintain, administer and manage any work or undertaking in the pursuance of its objects;

(d) acquire, establish, possess, maintain, administer and manage a hospital;

(e) bind itself and bind others towards it in any legal manner and especially by bill of exchange, note or other negotiable instrument;

(f) borrow money on its credit by any method recognized by law;

(g) hypothecate or pledge its immovables, give as security or otherwise encumber its moveable property to secure the payment of its loans or the carrying out of its obligations;

(h) issue bonds or other titles of indebtedness or securities and sell, exchange, mortgage or pledge the same;

(i) notwithstanding the provisions of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge, while retaining possession thereof, moveable and immovable property, present or future, to secure the payment of the bonds or securities issued, give a part only of such guarantees for the same objects, and constitute such hypothec, mortgage or pledge by trust deed in accordance with the Special Corporate Powers Act (Revised Statutes, 1964, chapter 275), or any act that may replace the same;

(j) invest its funds in any manner deemed suitable, either in its own name or in the name of trustees;

(k) accept any gift, legacy or other liberality;

(l) acquire, possess, administer and alienate any moveable or immovable property, by any legal method and under any title;

(m) erect, hold, repair, equip, improve, transform and utilize any buildings or works suitable for the pursuit of its ends, on its immovables or on those of which it has the enjoyment and contribute to or aid in any manner in the erection, equipment and maintenance of such works and buildings;

(n) provide for the education, instruction, sustenance and support of persons in its service and of those connected with it;

(o) céder ou autrement aliéner la totalité ou une partie de ses entreprises et oeuvres gratuitement ou en disposer ou les vendre pour toute considération jugée appropriée;

(p) conclure avec toute autorité publique des arrangements de nature à favoriser la poursuite de ses fins, les mettre en oeuvre, exercer les droits et privilèges qui en résultent et remplir les obligations qui en découlent;

(q) demander, favoriser et obtenir tout statut, ordonnance, ordre, règlement ou autre autorisation ou disposition législative ou administrative de nature à lui profiter directement ou indirectement et s'opposer à toutes procédures ou demandes pouvant nuire directement ou indirectement à ses intérêts;

(r) conclure avec toute personne, société ou corporation poursuivant ou se proposant de poursuivre des entreprises, des oeuvres ou des opérations pouvant lui être profitables, des conventions relatives à une coopération mutuelle et à toutes autres fins similaires; faire partie de tout groupement, devenir membre de toute association ou corporation poursuivant des entreprises ou activités pouvant l'aider dans la mise en oeuvre de ses pouvoirs;

(s) s'associer avec toute corporation poursuivant des entreprises et des oeuvres en relation avec ses fins;

(t) accomplir toutes les autres choses qui se rattachent ou sont propres à la poursuite de ses fins et à l'exercice de ses pouvoirs;

(u) établir, modifier et révoquer des règlements concernant la poursuite de ses fins d'une manière générale.

Dispositions applicables.

Les pouvoirs mentionnés dans le présent article ne peuvent être exercés que suivant les dispositions actuelles et futures de la Loi des hôpitaux et de la Loi de l'assurance-hospitalisation et des règlements passés en vertu de ces lois. ».

1920, c. 135, a. 4, remp.

4. L'article 4 de ladite loi, remplacé par l'article 1 de la loi 23 George V, chapitre 146, est de nouveau remplacé par le suivant:

Droit de posséder des biens.

« 4. La corporation a, et est réputée avoir toujours eu, le droit de recevoir,

(o) cede or otherwise alienate all or any part of its undertakings and works gratuitously or dispose thereof or sell the same for any consideration deemed sufficient;

(p) conclude with any public authority arrangements calculated to further the pursuit of its objects, carry out the same and exercise the rights and privileges and fulfil the obligations resulting therefrom;

(q) solicit, favour and obtain any statute, ordinance, order, regulation or other authorization or provision, legislative or administrative, which may seem calculated to benefit it directly or indirectly and oppose any proceeding or application of such a nature as directly or indirectly to prejudice its interests;

(r) make with any person, society or corporation carrying on or intending to carry on enterprises, works or operations which may be advantageous to it, agreements for mutual co-operation and for any other similar purposes; join any group or become a member of any association or corporation pursuing undertakings or activities calculated to assist it in the exercise of its powers;

(s) associate itself with any corporation pursuing undertakings and works connected with its objects;

(t) do any other things related or conducive to the pursuit of its objects and the exercise of its powers;

(u) make, amend and repeal by-laws respecting the pursuit of its objects generally.

The powers mentioned in this section may be exercised only in accordance with the present and future provisions of the Hospitals Act, the Hospital Insurance Act and the regulations made under such acts." Provisions to apply.

4. Section 4 of the said act, replaced by section 1 of the act 23 George V, chapter 146, is again replaced by the following: 1920, c. 135, s. 4, replaced.

"4. The said corporation shall have and shall be deemed always to have had Right to hold property.

tenir et posséder toutes propriétés immobilières et tous deniers ou effets mobiliers qui auraient été ou pourraient être dans la suite donnés, accordés, achetés, appropriés, laissés, légués d'une manière quelconque pour, à, ou en faveur dudit St. Mary's Hospital, dans le but pour lequel ladite corporation est créée par la présente loi. De plus, la corporation a et est réputé avoir toujours eu le pouvoir d'acheter, louer ou autrement acquérir tous les biens, meubles ou immeubles, qui sont nécessaires à la poursuite des fins pour lesquelles elle a été créée. ».

the right to acquire, hold and possess all immoveable property and all money or moveable property which may have been or may hereafter be given, granted, purchased, appropriated, devised or bequeathed in any manner whatsoever for, to or in favour of the said St. Mary's Hospital for the purposes for which the said corporation is hereby created. The said corporation shall furthermore have and shall be deemed always to have had the right to purchase or otherwise acquire and to lease any property, moveable or immoveable, which may be required by it for the purposes for which it was created."

1920, c.
135, a. 5,
remp.

5. L'article 5 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Immeubles non utilisés.

« **5.** La corporation doit disposer dans un délai raisonnable des immeubles qui, pendant une période de sept années consécutives, n'auront pas été utilisés pour la poursuite de ses fins. ».

5. Section 5 of the said act is replaced by the following:

1920, c.
135, s. 5,
replaced.

« **5.** The corporation must dispose, within a reasonable time, of immoveables which, for a period of seven consecutive years, have not been used for the pursuit of its objects."

Immoveables not used.

1920, c.
135, a. 6,
ab.
Id., a. 8,
remp.

6. L'article 6 de ladite loi est abrogé.

6. Section 6 of the said act is repealed.

1920, c.
135, s. 6,
repealed.
Id., s. 8,
replaced.

7. L'article 8 de ladite loi, remplacé par l'article 2 de la loi 23 George V, chapitre 146, est de nouveau remplacé par le suivant:

7. Section 8 of the said act, replaced by section 2 of the act 23 George V, chapter 146, is again replaced by the following:

Bureau de directeurs.

« **8.** Les affaires de la corporation sont administrées par un bureau de directeurs comprenant au plus vingt membres et au moins trois membres. ».

« **8.** The affairs of the corporation shall be managed by a board of directors consisting of not more than twenty nor less than three members."

Board of directors.

1920, c.
135, a. 10,
remp.

8. L'article 10 de ladite loi est remplacé par le suivant:

8. Section 10 of the said act is replaced by the following:

1920, c.
135, s. 10,
replaced.

Qualités requises des gouverneurs.

« **10.** Le bureau de directeurs détermine de temps à autre les qualités requises d'une personne pour devenir gouverneur dudit hôpital. ».

« **10.** The Board of Directors shall from time to time determine the qualifications necessary for a person to become a governor of the said hospital."

Qualifications of governors.

1920, c.
135, a. 11,
remp.

9. L'article 11 de ladite loi est remplacé par le suivant:

9. Section 11 of the said act is replaced by the following:

1920, c.
135, s. 11,
replaced.

Causes de vacances dans la charge de directeur.

« **11.** La charge de directeur devient vacante par l'aliénation mentale ou autre incapacité mentale de celui qui l'occupe, ou lorsqu'il devient insolvable ou en faillite, ou lorsqu'il est condamné pour une offense contre la loi criminelle; et, lors-

« **11.** The office of director shall become vacant by the insanity or other mental incapacity of the holder thereof, his insolvency, bankruptcy or conviction of any offence against the criminal law; and upon the occurring of any vacancy as

Vacancy in office of director.

qu'une vacance se produit comme susdit ou par le décès ou la démission d'un directeur, les autres directeurs, agissant comme membres du bureau, ont le droit de nommer et doivent immédiatement nommer un directeur pour remplir cette vacance parmi les personnes qui sont devenues gouverneurs de l'hôpital. ».

aforesaid, and in case of the death or resignation of any director, the remaining directors acting as a board shall have the power to appoint and shall forthwith appoint a director to fill the vacancy from among persons who have become governors of the hospital."

1920, c.
135, a. 15,
remp.

10. L'article 15 de ladite loi est remplacé par le suivant:

10. Section 15 of the said act is replaced by the following: 1920, c.
135, s. 15,
replaced.

Disposi-
tions sau-
vegardées.

« **15.** Aucune disposition de la présente loi ne déroge aux dispositions de la Loi des hôpitaux, de la Loi de l'assurance-hospitalisation et des lois qui régissent l'exercice de la médecine, de l'art dentaire et de la pharmacie, ni aux règlements faits en vertu de ces lois, et les pouvoirs accordés par la présente loi doivent être exercés conformément à ces dispositions et règlements. ».

"**15.** No provision of this act shall derogate from the provisions of the Hospitals Act, the Hospital Insurance Act, the laws governing the practice of medicine, dentistry or pharmacy or the regulations made under such laws or acts, and the powers granted by this act shall be subject to such provisions and regulations." Provi-
sions safe-
guarded.

Entrée en
vigueur.

11. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

11. This act shall come into force on the date of its sanction. Coming
into force.